

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
18 octobre 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 18 octobre 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
du Rwanda auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Gouvernement de la République du Rwanda demande au Conseil de sécurité d'user de son influence auprès du gouvernement du Président Kabila pour que cessent les violations de l'Accord de Lusaka et du processus de Pretoria au lendemain du retrait complet des Forces de défense rwandaises, qui a eu lieu le 5 octobre 2002 sous la surveillance de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo, de la Commission militaire mixte et de diplomates étrangers.

Le gouvernement de Kinshasa et ses alliés, les milices Maï Maï, les milices des ex-Forces armées rwandaises (ex-FAR), les milices Interahamwe et les Forces pour la défense de la démocratie (FDD) ont attaqué le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma) et la guerre se poursuit dans les environs de la ville de Bukavu, dans la province du Sud-Kivu. C'est le gouvernement de Kinshasa qui, avec les ex-FAR, les Interahamwe, les Maï Maï et les FDD, a lancé une attaque conjointe contre la ville d'Uvira, à l'aide de 10 vedettes militaires équipées de lance-roquettes Katioucha. Cette attaque a eu lieu quelques jours après que le Président Joseph Kabila a présidé une réunion tenue à Lumumbashi, dans la province du Katanga, à laquelle assistait le général Ntiwiragabo, commandant des ex-FAR et des milices Interahamwe.

Le Conseil de sécurité doit savoir que les Forces armées congolaises (FAC), les ex-FAR, les FDD et les milices Maï Maï et Interahamwe ont une structure et un centre de commandement communs. Il est de notoriété publique que le général Lukole, l'officier le plus haut gradé des forces du gouvernement de Kinshasa, était le coordonnateur en chef des opérations qui ont eu lieu à Uvira et dans les environs de Bukavu.

Immédiatement après la capture d'Uvira, la ville a été remise aux Maï Maï, qui ont hissé le drapeau du régime de Kinshasa. S'adressant à la population d'Uvira, les Maï Maï ont promis qu'un maire et un gouverneur seraient nommés par le gouvernement de Kinshasa. Après Uvira, les ex-FAR et les FDD sont allées bloquer la route de Bujumbura et celle de Bukavu.

Le Gouvernement rwandais est consterné par le comportement du Président Kabila, qui a armé plus de 1 100 soldats des ex-FAR, casernés à Kamina, et les a dépêchés dans l'est du Congo, en particulier dans les environs de la ville de Bukavu, pour qu'ils participent aux combats. Il n'avait permis qu'à 120 ex-combattants de



Kamina de retourner au Rwanda, les 400 personnes restant sont des femmes et des enfants.

Le Gouvernement de la République du Rwanda ne comprend pas l'attitude du Conseil de sécurité, qui a gardé le silence après le premier retrait, effectué le 17 septembre, et jusqu'au retrait complet, le 5 octobre 2002. Il s'agit clairement d'une conspiration du silence, qui profite au Président Kabila et à ses alliées dans leurs violations des Accords de paix. Le gouvernement de Kinshasa et ses alliés portent la responsabilité des conséquences de la dégradation de la situation.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(*Signé*) Anastase **Gasana**

---